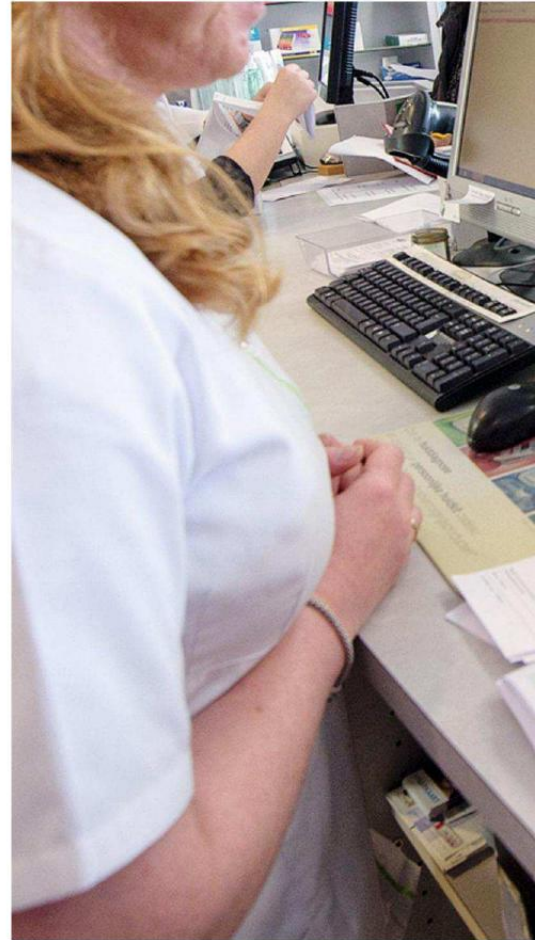


- L'Europe est confrontée à une pénurie de médicaments.
- Parmi les causes, le modèle productif, la relation avec les firmes pharma et certains usages détournés.



La Chine produit près de 50% du paracétamol mondial. Certains

# Pénurie de médicaments : un business model à revoir en Europe

**P**our votre enfant? Il faut du Ventolin, par inhalation. Par contre, nous sommes en rupture de stock. Et c'est pareil dans toutes les pharmacies." Tels étaient les mots de ce pharmacien ixellois fin janvier. Depuis, la pénurie de médicaments s'est étendue à d'autres produits. Bronchiolite, grippe, Covid-19, les vagues simultanées n'ont pas aidé. Mais elles ne sont pas les seules responsables.

Encore une fois, les problèmes de rupture de chaînes d'approvisionnement sont arrivés brutalement. Les hôpitaux européens voient leurs stocks stratégiques se réduire et ne disposent plus, pour certains produits, que de quelques jours d'autonomie. Conséquence? Il faut parfois prioriser les usages selon l'état des patients.

L'AFMPS, l'agence fédérale du médicament, tient d'ailleurs une liste des différents médicaments, avec plus de 400 d'entre eux qui connaissent des problèmes d'indisponibilité. Certains très "spécifiques", comme pour lutter contre le diabète, ou d'autres plus classiques, comme certaines formes d'administration du Perdolan (paracétamol pour enfants). Mais comment l'expliquer?

## Production et compétition entre pays

Si l'on se vante en Belgique d'être un fer de lance de l'industrie pharma-

*"Si un conflit se déroulait avec la Chine et que celle-ci arrête ses exportations vers l'Europe, ça pourrait être encore plus violent que les bombes qui tombent en Ukraine."*

Jean-Michel Dogné

Expert pharma à l'Agence européenne des médicaments

ceutique, dans les faits, le gros de la production des médicaments se fait en Asie. L'Inde est considérée comme le "laboratoire mondial" pour de nombreux traitements, mais les produits de base comme le paracétamol sont massivement produits en Chine. Près de 50% de la production mondiale de paracétamol y est ainsi réalisée et le pays n'hésite pas à stopper ses exportations en cas de besoin interne.

Ensuite, les pays du monde entier tentent d'attirer les stocks sur leur territoire, en augmentant les prix d'achat par exemple, comme cela s'est passé pour les masques chirurgicaux avec le Covid-19. La lutte pour s'approprier des stocks se déroulait parfois jusqu'aux tarmacs de certains aéroports. Il y a donc une compétition où les seuls gagnants sont, a priori, les firmes pharmaceutiques, même si les prix sont fixés par les États.

## "Un repli sur soi serait une catastrophe"

Pour Jean-Michel Dogné, directeur du département pharmacie à l'UNAMur et expert à l'AFMPS et à l'Agence européenne des médicaments (EMA), "il sera difficile de s'en sortir sans solution européenne. Si tous les pays pratiquent la préférence nationale, ça va créer une compétition interne et un repli sur soi, ça serait une catastrophe. Mais il faut comprendre, chaque pays est res-

ponsable de la santé de sa population..." déclare-t-il.

"La Chine a déjà limité ses exportations par le passé. On est à la merci de ce pays. Si un conflit comme on le connaît avec la Russie se déroulait avec la Chine et que celle-ci arrête ses exportations vers l'Europe, ça pourrait être encore plus violent que les bombes qui tombent en Ukraine. Des millions de gens dépendent des médicaments, comme les antibiotiques, qui sauvent des vies. Il faut tirer les leçons de l'histoire", alerte encore l'expert de l'EMA.

## Délaissement des produits non rentables

L'autre grande problématique économique dans la pénurie de médicaments, c'est celle de la rentabilité. Comment maintenir une production de médicaments dont les brevets dattent d'il y a des décennies et dont les prix sont très bas? Les firmes pharmaceutiques étant, au-delà de leurs missions de santé, souvent mises en avant, avant tout des entreprises privées avec des besoins de rentabilité.

"Certaines firmes délaissent des traitements au profit des producteurs de génériques. Mais, quel que soit le niveau, il faut maintenir des obligations d'investissements (dans la production de médicaments grand public peu chers, Ndlr), via une contrepartie, un remboursement pour les médicaments innovants... Il ne faut pas laisser l'indus-



pays, comme la France, veulent relocaliser la production, mais cela prendra des années.

trie délaissier les produits moins rentables au profit de ceux qui le sont plus mais concernent souvent moins de patients. Il faut travailler avec l'industrie, dans une logique win-win, au niveau européen", lance à ce propos Jean-Michel Dogné.

"Mais le coût... c'est la vraie question. Faut-il maintenir un prix très bas pour les génériques, ce qui est mieux pour le remboursement, mais limitera les possibilités de production en Europe, ou augmenter les prix, ce qui aura un coût pour les contribuables?" renchérit-il.

**Le rôle des réseaux des influenceurs...**

Enfin, il y a la question de la pénurie

de certains médicaments, tels l'Ozempic, comme le précise la liste de l'AFMPS, qui le classe en "indisponibilité critique". Alors que ce médicament est censé soigner le diabète, il est mis en avant par certains influenceurs sur TikTok et Instagram pour favoriser la perte de poids, sans parler des effets secondaires.

Résultat pour le groupe danois Novo Nordisk qui le commercialise? Une hausse de plus de 85% des ventes en 2022, avec près de 7 milliards générés sur les neuf premiers mois de 2022. Un résultat qui doit faire grincer quelques dents...

Antonin Marsac

## Que fait la Belgique ?

Pour éviter d'être acculé, le ministre de la Santé Frank Vandenbroucke (Vooruit) travaille avec l'AFMPS pour anticiper les pénuries. "Un arrêté royal a été (signé récemment) établissant un cadre légal pour interdire l'export de certains médicaments en cas de risque de pénurie, selon des critères très précis (médicaments qui sont urgents et nécessaires, qui ont un impact majeur sur la vie du patient et pour lesquels aucun autre médicament autorisé ayant le même effet thérapeutique n'est disponible)", précise l'AFMPS. "La Commission européenne élabore actuellement de nouvelles réglementations, notamment une incitation pour les sociétés pharmaceutiques à s'assurer que les médicaments importants sont disponibles dans toute l'Union européenne. De cette manière, la disponibilité ne dépend plus des entreprises pharmaceutiques qui desservent uniquement les marchés les plus rentables [...]. Mais nous avons aussi besoin de réformes en Belgique", précise par ailleurs Sandrine Daoud, porte-parole du ministre de la Santé, qui rappelle que les firmes pharmaceutiques reversent une partie importante de leurs revenus à l'assurance maladie, en contrepartie des soutiens reçus.

# Sérieux revers pour le CA d'Euronav

■ La procédure d'urgence a été rejetée.

De quoi mettre le conseil d'administration dans une situation délicate avant l'AG du 23 mars.

Pour le conseil d'administration (CA) d'Euronav, c'est un revers sévère. Il a en effet été recalé dans la procédure d'urgence qu'il avait lancée auprès du tribunal d'arbitrage Cepani contre son concurrent Frontline. Le Cepani a rejeté la procédure d'urgence lancée face à la décision de l'entreprise norvégienne de ne plus procéder à la fusion des deux sociétés. Il a estimé qu'il y avait "un manque d'urgence pour Euronav dans l'obtention des mesures provisoires", souligne le communiqué d'Euronav. Et de rappeler qu'une procédure a été lancée le 28 janvier, qui statuera sur le fond de la validité de la résiliation. Dans le cadre de cette procédure, Euronav réclame à Frontline des dommages et intérêts d'un montant "de plusieurs dizaines de millions d'euros", selon nos confrères du *Tijd*.

**Rapport d'échange d'actions défavorable**

Frontline souligne, dans un bref communiqué, que ce "rejet complet des demandes d'Euronav renforce la position selon laquelle sa décision de mettre fin à l'accord de fusion était entièrement légale". Selon des informations circulant dans le marché, le magnat John Fredriksen, qui contrôle Frontline, aurait renoncé à la fusion à la suite de l'opposition de la Compagnie maritime de Belgique (CMB), premier actionnaire d'Euronav avec 25%, mais aussi parce qu'il aurait jugé le rapport d'échange d'actions défavorable.

## Maintenant que la demande d'Euronav a été rejetée, rien n'empêche John Fredriksen de voter la démission du CA actuel.

La famille Saverys, qui contrôle CMB, s'était en effet opposée à la fusion annoncée en avril. Elle avait alors reconstitué sa participation dans Euronav à près de 25% pour bloquer la fusion. Depuis qu'il a renoncé à la fusion, John Fredriksen a aussi augmenté sa participation à près de 25%.

La décision du Cepani n'est certainement pas favorable au conseil avant l'assemblée générale extraordinaire (AGE) prévue le 23 mars. Convoquée à la demande de CMB, cette AGE a comme point à l'ordre du jour la démission du conseil d'administration actuel et son remplacement par cinq candidats proposés par CMB. Maintenant que la demande d'Euronav a été rejetée, rien n'empêche John Fredriksen de voter dans le même sens que CMB, et donc la démission de tout le CA. Mais ce dernier ne voudra-t-il pas compléter la liste d'administrateurs proposés par CMB? On peut l'imaginer, même si, à ce stade, il est impossible de savoir ce que veut l'armateur norvégien. Dans le communiqué publié ce mardi, Euronav indique qu'il lui a proposé de faire nommer deux administrateurs non indépendants. Mais l'intéressé n'a pas encore répondu.

Afin d'éviter la démission de tout le CA, Euronav a fait la même proposition à CMB de nommer deux administrateurs non indépendants (Marc Saverys et Patrick De Brabandere). Les Saverys ont déjà répondu qu'ils n'étaient pas d'accord et qu'ils voulaient que les actionnaires puissent se prononcer sur leur proposition. Pour rappel, le CA actuel ne compte aucun représentant des deux principaux actionnaires, qui pèsent pourtant 50% du capital. Ce qui est pour le moins inhabituel.

Quant au CEO Hugo De Stoop, on peut imaginer qu'il va passer un certain temps à essayer de convaincre les investisseurs institutionnels de la légitimité du CA actuel par rapport à l'alternative proposée par CMB.

Ariane van Caloen